

L'HERITAGE COLONIAL : QUELQUES ASPECTS DE L'ECONOMIE.

Auteur: BANTENGA Moussa Willy, Université de Ouagadougou.

En introduction.

Après la conquête française à la fin du XIX^e siècle, les pays de la Haute-Volta (actuel Burkina Faso) furent rattachés à des territoires militaires, puis au Haut-Sénégal et Niger. C'est en 1919 que la Haute-Volta fut créée ; mais elle fut une colonie périphérique de l'AOF caractérisée par quelques tentatives d'intensification des cultures d'exportation, en particulier du coton et les départs (volontaires, involontaires ou forcées) de ses bras valides vers les colonies jugées viables. La Haute-Volta accéda à l'indépendance en 1960. Cet événement majeur de l'histoire des Voltaïques constitua-t-il une rupture totale avec la période coloniale ? Les manuels scolaires, en particulier de géographie, présentent la Haute-Volta de la façon suivante : « pays sahélien, enclavé, aux potentialités limitées » ; cette image forgée depuis la période coloniale façonna son histoire économique.

1. L'économie voltaïque à l'épreuve des idéologies développementalistes.

Dans le contexte de confrontation des idéologies qui caractérisa l'histoire récente du monde, les premiers dirigeants de la Haute-Volta optèrent pour le modèle d'économie planifiée ; si à la fin de la décennie 1940, la puissance coloniale avait initié des plans de développement pour mieux réaliser les investissements, aux lendemains de l'indépendance, l'Etat intervenait dans la gestion économique pour trois raisons : mieux protéger l'économie nationale naissante, suppléer la faiblesse des opérateurs nationaux et créer les conditions d'émergence future de ceux-ci. Malgré les contraintes réelles que sont l'enclavement, les aléas climatiques, les relative pauvreté des sols et la faiblesse des ressources naturelles, l'indépendance en elle-même constitua un événement d'euphorie et symbolisa l'optimisme, l'espoir et surtout un défi au sous-développement : par exemple, comment réaliser un taux de croissance économique supérieur au taux de croissance démographique qui était de l'ordre de 2,7% ? Comment allier croissance économique et développement ? Ayant foi au progrès, les décideurs considéraient

l'indépendance comme un puissant facteur de mutation et de croissance économique en faveur d'une population estimée en 1960 à 4 500 000 habitants. Ils projetaient de doter le nouvel Etat d'infrastructures dans le but de rentabiliser les ressources agricoles, minières et industrielles, et de marquer l'ouverture à l'économie sous-régionale et mondiale. L'un des préalables à l'élaboration de grandes lignes directrices des politiques économiques fut d'établir un diagnostic de l'état de l'économie. Les nouvelles autorités eurent recours aux statistiques accumulées par l'administration coloniale sur les populations, les productions, les effectifs du cheptel, les échanges et aux inventaires sur les potentialités économiques. Evidemment, se posait la question de la fiabilité de ces statistiques en raison du quadrillage administratif sommaire du territoire.

Mais, très tôt, des spécialistes comme R. Dumont, S. Amin, C. Turnbull et M. J. Herskovits, lors des débats sur le développement de l'Afrique Noire, attiraient l'attention sur l'extraversion des économies africaines et l'inadaptation des politiques économiques. Déjà, à la phase de la décolonisation et aux lendemains des indépendances, certains intellectuels *L. S. Senghor, J Ki-Zerbo* dénonçaient le mimétisme et l'acculturation des Africains. La Haute-Volta ne faisait pas exception en la matière. Ces critiques conduisirent aux réflexions sur le développement endogène et la dimension culturelle du développement. Les crises des décennies 1980 et 1990 en Afrique faillirent alimenter un débat au sein des Occidentaux sur la notion d'afropessimisme, mais la réplique vint des Africains eux-mêmes à travers leur vécu quotidien fait de lutte âpre et digne contre la pauvreté, d'intellectuels et de scientifiques aussi bien africains qu'occidentaux (P. Zagré, L.G. Guissou, C. Coquery-Vidrovitch).

Pour comprendre l'héritage économique colonial de la Haute-Volta, il convient d'axer l'analyse sur la notion de sous-développement. Historiquement, il est admis que la traite négrière et la colonisation ont contribué au sous-développement de l'Afrique. La colonisation avait mis au point des mécanismes de dépendance : priorité aux cultures d'exportation, importation de biens manufacturés... Cette situation permet de comprendre l'un des paradoxes de l'économie agricole qui bénéficia d'apport en technologie (outils performants de culture comme les charrues et les tracteurs, les insecticides contre les acridiens) mais qui ne connut guère de bond significatif. L'écran que constituaient les préjugés ne permettait pas à

l'administration coloniale d'en faire une lecture pertinente ; la question sur le modèle de développement reste posée. Pire, les famines et disettes continuèrent de jaloner l'histoire contemporaine du Burkina (1910-1916 :sécheresse, 1931-1932 :acridiens, 1970-1974 :sécheresse, 1983 :sécheresse). Les responsabilités des autorités furent engagées ; pourquoi n'avaient-elles pas pu prévoir ? anticiper ? elles furent souvent impuissantes face à ces catastrophes naturelles, mais la nouveauté reposait sur l'abandon des interprétations métaphysiques. la question lancinante pour l'administration coloniale, c'est que mieux nourries les populations s'adonneraient aux cultures d'exportation ou seraient disponibles pour les chantiers ; après 1960, la préoccupation fut celle de l'auto-suffisance alimentaire puis celle de la sécurité alimentaire, c'est-à-dire une disponibilité et une accessibilité aux produits alimentaires. L'indépendance politique n'impliqua pas systématiquement l'indépendance économique. L'examen attentif des économies coloniale et post-coloniale fait ressortir une certaine continuité. En dépassant le fait colonial, les autorités admettaient implicitement ou explicitement, par stratégie ou par pragmatisme la conservation d'une partie de l'héritage colonial. Si la continuité refléta la volonté de poursuivre la modernisation de l'économie, elle dénota aussi une impossibilité de rompre totalement avec le passé colonial. L'enchevêtrement d'une multitude de paramètres rendait difficile, voire impossible la déconnexion de l'histoire postcoloniale et de l'histoire coloniale ou la jonction de l'histoire postcoloniale et de celle précoloniale. Les révolutions économiques, financières, scientifiques et technologiques de l'Europe des XVIII^e et XIX^e siècle imprimèrent un rythme accéléré des mutations des structures de l'économie mondiale. La colonisation inscrivit les sociétés voltaïques dans cette logique des changements visibles.

Les besoins étaient immenses en capitaux et en ressources humaines. L'apport de l'ex-puissance coloniale fut déterminant dans la résolution de cette équation. De ce fait, les rapports se maintinrent et même se renforcèrent dans plusieurs secteurs économiques ; le Fonds d'Investissement et de Développement Economique et Social (FIDES) devenu le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) et la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer (CCFOM) muée en Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) jouaient pleinement ce rôle. En outre, l'AOF constitua le socle sur lequel s'appuyaient plusieurs institutions régionales comme la Banque

Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Air Afrique et l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) pour éclore. La question de l'intégration anima les débats au moment de la décolonisation. La Haute-Volta marqua sa volonté d'intégrer la fédération du Mali, mais se ravisa pour rejoindre le Conseil de l'Entente. Depuis lors, et à la faveur des difficultés de décollage économique, les partisans de l'intégration, à l'image de J. Ki Zerbo, soutiennent que l'intégration est la voie principale du développement.

Un fait d'une importance capitale devait servir de fondement à toutes les transformations à la période coloniale ; c'est l'introduction de la monnaie occidentale. Elle apporta un sens nouveau au travail – extension des cultures de rente, tendance à l'individualisme, goût du gain –, provoqua des changements profonds dans les sociétés traditionnelles d'où émergèrent des signes de dynamisme vers le monde moderne. Le travail salarié, particulièrement dans les villes émergentes, suscita de nouvelles vocations au sein des populations et mit à jour la problématique des rapports sociétés urbaines et sociétés rurales. La monnaie fut aussi un créneau par lequel passa l'administration coloniale pour imposer son pouvoir ; l'impôt de capitation qui y avait largement contribué, fut supprimé en 1984.

2. Des passerelles entre les économies coloniale et postcoloniale.

En ce qui concerne les infrastructures de base, trois éléments doivent être pris en compte. D'abord, le chemin de fer Abidjan-Niger, d'une longueur de 1142 km dont 515 km en Haute-Volta, atteignit la capitale Ouagadougou en 1954. D'une part, il permit une ouverture vers l'océan atlantique et constitua l'axe principal des communications et des relations étroites entre la Haute-Volta et la Côte D'Ivoire ; d'autre part, les villes voltaïques traversées par le rail (Banfora, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouagadougou), accueillirent la plupart des unités industrielles. En second lieu, la construction de 2434 km de routes fédérales, 3555 km de routes d'intérêt général à viabilité permanente, 2854 km de routes d'intérêt local et 8100 km de chemins ruraux facilita les échanges entre les différentes régions de la Haute-Volta ; la position centrale de la Haute-Volta en Afrique de l'ouest faisait d'elle une colonie de transit : bovins, ovins et caprins des colonies de l'intérieur en direction des colonies côtières, produits manufacturés et produits du cru (kola...) dans le sens inverse. En troisième lieu, les aérodromes de Bobo-Dioulasso et Ouagadougou donnèrent une impulsion au secteur tertiaire; les

deux compagnies aériennes Air France et Transport Aérien International desservait Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

Le système colonial fit de la Haute-Volta une productrice de produits de base destinés à l'exportation. Après des tentatives d'exportation du caoutchouc, puis du karité, du sisal, de l'arachide, des fibres de kapok, les Français concentrèrent leurs efforts sur la culture du coton. La production bat des records depuis la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994 : 500 000t en 2003 et un objectif de 600 000t en 2004, soit une production multipliée par 3,5 par rapport aux années antérieures à 1994. S'il est vrai que le coton jouait un rôle important dans l'économie précoloniale (culture, filage, tissage, commerce), la puissance coloniale lui donna une nouvelle orientation dès les années 1920. La politique d'intensification de la production cotonnière mise en œuvre, connut quatre étapes :

- de 1924 à 1927, institution des cultures forcées, imposition des champs du commandant
- de 1927 à 1932, tentative d'adoption d'une politique souple caractérisée par la persuasion et l'appui à une élite en vue de faire d'elle un modèle
- de 1932 à 1947, production en léthargie en raison de la dislocation de la colonie
- de 1948 à 1960, reprise de la production qui passa de 136t en 1951-1952 à 1018t en 1959-1960 ; création de la Compagnie Française pour le Développement des Textiles (CFDT).

Si la vulgarisation des cultures de rente comme le coton à la période coloniale visait à satisfaire les besoins métropolitains, la recherche de devises pour l'État, la création d'emplois en milieu rural et urbain, la fixation des jeunes sur leur terroir en furent les raisons principales après 1960. Depuis lors, certains Organismes Non Gouvernementaux (ONG), comme OXFAM soulevèrent une controverse autour du coton et son impact négatif sur l'environnement et le développement des cultures vivrières, ses effets très limités sur la création d'industries textiles nationales ; plus récemment, le débat fut ouvert à l'éventuelle introduction des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM).

Enfin, les produits miniers avaient fait l'objet de tentatives d'exploitation. Ainsi, après des échecs dans l'exploitation industrielle de l'or dans les régions de Gaoua et de Poura et du cuivre à Gaoua, les actions coloniales

furent axées sur le renforcement de la recherche minière. Outre l'or et le cuivre, la bauxite, le manganèse et les minéraux des pagmatites-pneumatolytes granitiques furent découverts en Haute-Volta. Excepté l'or, ces richesses restent inexploitées; la concurrence, la baisse des prix sur le marché international, l'éloignement des gisements des zones de consommation expliquent le désintérêt des investisseurs.

Le secteur secondaire, quant à lui, très embryonnaire se limitait à deux types d'industries : premièrement les besoins intérieurs incitèrent à la création d'entreprises répertoriées sur le tableau suivant.

Tableau n°1 : Industries pour la consommation intérieure.

Nature	Dénomination	Lieu
1 huilerie savonnerie	Compagnie de l'Industrie Textile Cotonnière (CITEC)	Bobo-Dioulasso
1 huilerie		Boromo
1 rizerie		Bobo Dioulasso
1 abattoir	Société Industrielle de Construction d'Abattoir Frigorifique pour l'Afrique (SICAFI)	Ouagadougou
2 boulangeries	Boulangerie Attié	Ouagadougou
	Boulangerie Pâtisserie Nouvelle	Ouagadougou
1 usine d'embouteillage de boissons gazeuses et bière	Brasserie de Haute-Volta (BRAVOLTA)	Bobo Dioulasso
1 usine d'embouteillage de bière	BRAVOLTA	Ouagadougou
2 unités de défibrage de sisal		Bobo-Dioulasso
1 installation de tissage de coton et de laine des pères blancs		Ouagadougou
2 imprimeries	Imprimerie évangélique	Ouagadougou

2 sociétés d'électrification et de distribution d'eau des centres urbains	Imprimerie des Presses Africaines	Ouagadougou
	Société Africaine d'Electricité (SAFELEC)	Ouagadougou et Bobo- Dioulasso

Ce secteur était complété par toute la gamme des entreprises de construction, travaux publics, électricité, peinture, plomberie, menuiserie... Deuxièmement, l'on nota la création d'unités industrielles dont la vocation consistait à mettre sur le marché extérieur des produits du cru.

Tableau n°2 : Industries pour l'exportation

Nature	Dénomination	Lieu
2 Fabriques de beurre de karité		Koudougou et Boromo
2 usines d'égrenage de coton	Compagnie Française de Développement du Textile (CFDT)	Bobo-Dioulasso et Ouagadougou

L'artisanat traditionnel parvint-il à survivre face à la vague des produits industriels ? Les Voltaïques, en particulier ceux des villes, adoptèrent ces nouveaux produits qui symbolisaient la modernité. Dans l'ensemble l'artisanat traditionnel, sans appui consistant, résista (production de bière de sorgho...), même si certains métiers (tissage, cordonnerie ...) présentèrent des signes d'essoufflement face à la concurrence des produits industriels qui bénéficiaient de moyens importants de promotion. De nos jours, le débat se focalise sur la place du secteur informel dans le développement. Les économistes classiques n'avaient conçu le développement que dans le sens des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Mais depuis la période

coloniale, le secteur informel composé de petits métiers ou petites entreprises fut très actif ; il est devenu le premier pourvoyeur d'emplois en milieu urbain. Au début des années 1980, dans le sillage de la crise, un autre débat fut lancé, cette fois-ci dans le cercle des scientifiques d'une part, et des politiques d'autre part, sur la valorisation des ressources africaines.

Au niveau du secteur tertiaire, signalons la création d'institutions financières telles que la Banque de l'Afrique Occidentale (BAO), la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (BNCI) et l'Agence de l'Institut d'Emission de l'AOF et du Togo. Dans le domaine commercial, quelques grandes maisons européennes monopolisaient la branche de l'import-export. Ce sont la Compagnie Française d'Afrique Occidentale (CFAO), la Compagnie Internationale de la Côte d'Afrique (CICA), la Société Commerciale Ouest Africaine (SCOA) et Peyrissac... Ce grand commerce était complété par celui des Libano-Syriens et des Africains.

S'agissant du phénomène migratoire, les Français bouleversèrent le sens des flux. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, les pays de la Haute-Volta étaient plutôt une zone d'immigration (Nakomsé, Lobi, Dagara en provenance du Ghana actuel, Dioula originaire du nord de la Côte D'Ivoire et du Mali actuels...). Les Français réussirent le coup de force d'inverser cette tendance. Les colonies côtières furent privilégiées dans les investissements. La Haute-Volta eut par moment le statut de colonie non viable : En 1927, la colonie fut amputée du cercle de Say au bénéfice du Niger ; en 1932, elle fut disloquée et répartie entre la Côte D'Ivoire, le Soudan Français et le Niger. Par contre, les administrateurs coloniaux révélèrent que la Haute-Volta était un réservoir de main d'œuvre qui devait bâtir l'infrastructure de l'AOF. Certains milieux traditionnels et intellectuels comparent la situation de la Haute-Volta coloniale à la tortue qui affirme avoir « rougi les yeux » pour que Dieu ne la transforme pas en caillou. La migration des Voltaïques prit plusieurs formes : migration forcée, migration volontaire vers la Côte D'Ivoire, le Soudan Français et dans une moindre mesure le Sénégal, fuite ou migration volontaire vers la Gold Coast. Les flux migratoires s'inscrivirent également dans l'histoire postcoloniale de la Haute-Volta en particulier vers la Côte D'Ivoire. A l'étape actuelle de l'évolution politique, économique et

sociale de la sous région, des questions surgissent sur l'avenir des migrants ou de leurs descendants autour de leur intégration, leur identité...

La colonisation mit en relief de nouvelles potentialités économiques. Le tourisme émergea à cette époque. Son intérêt était lié aux possibilités cynégétiques. Ainsi plusieurs parcs et réserves furent recensés ; il s'agit du parc du W à Diapaga, des réserves d'Arly, de Singou, Pama, Bantioli, Nobéré et Kourtiagou. La Haute-Volta attirait des touristes français, italiens, allemands, britanniques, américains, hollandais et belges. Il convient de relever que le tourisme demeure une branche économique tournée vers l'extérieur. L'impact économique, en terme de devises, de revenus, d'infrastructures et d'emplois est indéniable ; cependant, cette branche économique présente le risque d'entretenir souvent la confusion entre loisirs de riches et déviation des mœurs.

En guise de conclusion.

Le Burkina demeure un pays essentiellement rural (80%). L'agriculture vivrière occupe la majeure partie de la population. Le coton est devenu une culture politique en raison des investissements importants consentis pour sa production et des ressources qu'il génère (environ $\frac{3}{4}$ des recettes d'exportation). Même si sa valeur ajoutée reste relativement faible, le coton est un élément principal de la contribution du Burkina à la mondialisation ; le chef de l'Etat est à l'avant garde du plaidoyer des Africains contre les subventions du gouvernement américain à ses producteurs de coton. Le mouvement migratoire, en particulier vers la Côte D'Ivoire se maintient même si les services statistiques notèrent une décrue depuis le début des années 1980. Au delà de la question de la migration, se pose là un enjeu géopolitique à travers lequel l'océan joue un rôle essentiel et qui met en évidence l'ancienne puissance coloniale et les Etats de la sous-région : types de rapports entre la France et les Etats francophones, entre les Etats de la côte et ceux de l'intérieur. L'AOF servit, dans une certaine mesure, de levier à la création d'institutions d'intégration économique. Dans l'ensemble, la colonisation injecta de nouvelles pratiques économiques et sociaux dans les sociétés voltaïques et l'histoire postcoloniale révéla les jeux d'adaptation, d'adoption, d'ajustement ou de résistance des acteurs nationaux. Le choc

colonial engendra des mutations économiques, conduisit à un changement irréversible des habitudes de consommation et de production des Voltaïques.

Références bibliographiques

- Amin S., *L'Afrique de l'ouest bloquée. L'économie politique de la décolonisation, 1880-1970*, Paris, édition de Minuit, 1972.
- Bassolet Fr. Dj., *Evolution de la Haute-Volta de 1898 au 3 janvier 1966*, Ouagadougou, INV, 1968.
- Compaoré G., *L'industrialisation de la Haute-Volta*, thèse de doctorat 3^e cycle en géographie et écologie tropicales, Université de Bordeaux 3, 1984.
- Coquery-Vidrovitch C. et Moniot H., *L'Afrique Noire de 1800 à nos jours*, Paris, PUF, 1974.
- Coquery-Vidrovitch C., L'afropessimisme à l'aube du troisième millénaire, in Madiéga Y. G. et Nao O. (sous la direction de), *Burkina Faso, cent ans d'histoire, 1895-1995*, Ouagadougou-Paris, DPU-Karthala, 1999.
- Dumont R., *L'Afrique Noire est mal partie*, Paris, édition Seuil, 1973.
- Gérardin B., Le développement de la Haute-Volta, in *Cahiers de l'Institut de Science Economique Appliquée*, supplément n°142, 1963.
- Guissou L.B., *Le Burkina Faso, un espoir en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- Haut-Commissariat de l'AOF, *Annuaire statistique de l'Afrique Occidentale Française*, t.2, 1951.
- Herskovits M. J., *L'Afrique et les Africains*, Paris, Payot, 1965.
- Ki-Zerbo J., Histoire et développement, in Madiéga Y. G. et Nao O. (sous la direction de), *op.cit.*, 1999.
- Ki-Zerbo J., *A quand l'Afrique?* Quetigny, éd. de l'Aube, 2004.
- Ministère du Développement et du Tourisme, *Rapport économique : données géographiques et humaines pour les années 1959 à 1964*, Ouagadougou, 1965.
- Nacanabo N. D., *Evolution économique de la Haute-Volta depuis 1960*, travaux d'étude et de recherche, Université de Bordeaux 3, 1974.
- Ouali K. S., L'économie burkinabè depuis 1960 : du sous développement à la pauvreté, in Madiéga Y. G. et Nao O. (sous la direction de), *op.cit.*, 1999.
- Sissao Cl., Histoire coloniale : l'économie de la Haute-Volta à la veille de l'indépendance (1947-1960), in Madiéga Y. G. et Nao O. (sous la direction de), idem, 1999.
- Turnbull C., *L'Africain désesparé*, Paris, Seuil, 1965.

Zagré P., *Les politiques économiques du Burkina Faso, une tradition d'ajustement structurel*, Paris, Karthala, 1994.